COMMUNIQUÉ INTERSYNDICAL

P. BAPTISTE LORS DE LA CONCERTATION FLASH PARCOURSUP : UN MINISTRE QUI FUIT SES RESPONSABILITES !

Nos organisations ont été conviées à une réunion de lancement d'une « concertation flash » portant sur Parcoursup. À un moment où la mobilisation inédite des lycéen·nes et étudiant·es porte des revendications pour que la jeunesse puisse étudier dignement, la réponse du ministère témoigne d'un mépris inacceptable. Cette mascarade s'inscrit dans un agenda de communication du gouvernement pour tenter d'étouffer le mouvement.

Loin d'être un lieu de concertation sérieuse, nous avons vu une nouvelle opération d'autopromotion dont les acteurs ont été préalablement choisis. À la tribune, aux côtés du ministre et du président du comité d'éthique de Parcoursup, siégeait un représentant de « Renouveau Lycéen » militant auprès du candidat Gabriel Attal, et dans la salle des représentants de l'UNI, organisation de jeunesse d'extrême droite conviée pour l'occasion.

Devant ce cénacle, nos organisations ainsi que celles identifiées du mouvement lycéen et les représentants étudiants ont refusé de prendre place. Le ministre a pourtant décidé d'ouvrir la réunion comme si de rien n'était. Sans surprise ses annonces ont tourné le dos aux revendications exprimées.

Alors que les lycéen·nes et étudiant·es allaient commencer leur intervention, le ministre a choisi la fuite. Refusant d'affronter la contradiction, il n'a même pas pris le temps d'écouter ce que la jeunesse avait à lui dire. Avec les organisations lycéennes et étudiantes, nous avons quitté la salle.

Nous sommes résolument aux côtés des organisations mobilisées pour lutter en toute circonstance contre l'extrême droite.

Nous réaffirmons nos revendications : abrogation de Parcoursup et de la loi ORE, suppression de MonMaster, financement des places et des bâtiments nécessaires pour accueillir tou·tes les bachelier·es dans l'enseignement supérieur public.

Paris, le 21 octobre 2026